

L'INSURGÉ

BUREAUX

4, Rue de Rollebeek, 4, BRUXELLES.

ANNONCES : 20 cent. la ligne

ORGANE

COMMUNISTE-ANARCHISTE.

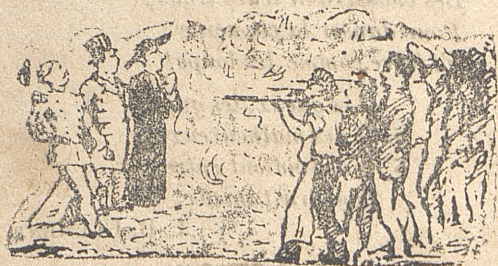
ABONNEMENTS

Un an : 3 fr. ; 6 mois : fr. 1-50 ; 3 mois : 75 c.

UNION POSTALE : Le port en sus.

A partir d'aujourd'hui, nos bureaux sont transférés 4, rue de Rollebeek.

Nous prions nos correspondants et nos dépositaires de bien prendre note de ce changement d'adresse.



ÇA COMMENCE

Notre numéro 8 était à peine paru que nous lisions dans la presse française et belge l'extrait suivant du *Journal officiel*, assaisonné de commentaires variés :

Par arrêté en date du 26 avril 1885, pris en vertu de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881, le ministre de l'intérieur a interdit la circulation en France des numéros en date des 19 et 26 avril 1885 du journal *L'INSURGÉ*, publié à Bruxelles.

A la bonne heure ! Nous commençons à nous impatienter et à souffrir de la longanimité gouvernementale à notre égard.

Quoi ! Les pouvoirs publics nous regardaient d'un œil indifférent, tout comme un simple organe quatrième-étatiste ! Notre propagande leur semblait aussi inoffensive que celle du *Prolétariat* et de la *Voix de l'Ouvrier* ! Ils ne se sentaient nul besoin de l'entraver ! Ils ne voyaient aucun inconvénient à nous laisser vivre !

C'était humiliant et cruel.

Fort heureusement, l'arrêté ministériel du 26 avril est venu nous arracher au découragement, mêlé de dépit, qui commençait à nous envahir !

Nous sommes donc bien ce que nous avons la prétention d'être : des ennemis acharnés et redoutables de la société actuelle. On serait mal fondé à soutenir le contraire : la mesure prise contre nous par le cabinetier Allain-Targé prouve une fois de plus que la classe dirigeante pâlit, quand l'Anarchie se dresse.

Nous ne protesterons pas contre la décision qui nous atteint. Nous ne la qualifierons ni de vexatoire ni d'inique. Nous la déclarons, au contraire, légitime.

Dans la guerre sans merci que nous livrons au principe d'autorité, les coups reçus sont justes comme les coups portés. Ne reculant de-

vant aucun moyen pour abattre le Minotaure capitaliste et gouvernemental, nous devons lui reconnaître, au moins, le droit de se défendre et de chercher à nous anéantir à son tour.

A nous deux, Bourgeoisie ! Frappe, mais suc-combe.

Un mot encore.

J'entends un glorieux indigène de ces contrées me dire vaniteusement : « Très bien ! Mais le gouvernement belge n'a rien à voir avec les actes du ministère français. Si votre propagande épouvante la République, notre voisine, ce n'est pas une raison pour croire qu'elle cause la moindre transe à notre auguste Monarchie. Vous voyez bien qu'on ne pense pas le moins du monde, ici, à vous fermer la bouche. »

Ah ! vous croyez ça, vous !

Pourquoi, dans ce cas, la récente visite d'un haut bonnet de la magistrature chez notre imprimeur, ses questions plus qu'indiscrètes et ses vaines tentatives d'intimidation ?

Pourquoi toutes les *planques* battues quotidiennement devant nos bureaux par des mouchards imbéciles ?

Pourquoi l'envahissement constant de l'établissement de notre proprio par de louches individus poussant ce dernier à nous envoyer porter nos pénates ailleurs ?

Cela ne dénote pas, à mon sens, une indémontable assurance au cœur des dirigeants belges. Je flaire même là-dessous quelque prochain coup de main qui laissera loin derrière lui la douce interdiction brissonnienne.

Allez-y donc gaîment, messieurs de l'assiette au beurre ! Plus votre marteau tombera, et plus s'enfoncera dans l'esprit des masses le clou pénétrant de l'idée révolutionnaire.

Pas de ménagements pour nous qui n'en userons jamais à votre égard !

Loin de redouter vos persécutions, nous les appelons ardemment, sachant par expérience que, loin de nuire à notre cause, elles la servent.

Prohibez, censeurs ! Embastillez, geôliers ! Décapitez et pendez, bourreaux ! Fusillez, massacrez ! Mais n'espérez pas nous arrêter dans notre marche résolue vers le but de rénovation que nous poursuivons.

Le flot monte. Les haines s'accumulent, la soif de délivrance grandit, les symptômes de dislocation sociale se multiplient.

Echafauds et prisons ne peuvent rien, entendez-vous ? rien, contre la vertigineuse précipitation des événements. Ils ne font que les accélérer davantage.

Vieux monde inexorable, défends-toi bien ! L'heure de la vengeance implacable va sonner.

LUCIEN PEMJEAN.

PAS DE GRACE

La citoyenne Louise Michel, prisonnière de la bourgeoisie française, vient de lancer, comme un soufflet, à la face du ministère Brisson, la grâce dont celui-ci prétendait la favoriser.

Dans une lettre adressée à la *Bataille*, notre héroïque sœur de lutte proteste fièrement contre l'impudente clémence gouvernementale :

« Je ne veux pas, dit-elle, qu'on me paie le cadavre de ma mère ! »

Et plus loin :

« Si l'on n'avait pas écouté mon refus, je me serais rendue de suite en Allemagne ou en Russie. Au moins, là, si l'on tue les révolutionnaires, on ne les salit pas. »

Les atroces forbans qui taillent leur existence dans la chair des peuples ne comprendront pas ce langage qui touchera, par contre, et remuera profondément le grand cœur de la foule.

Combien de fois faudra-t-il donc vous le répéter, ô grands et petits despotes ? Les révolutionnaires, ne vous reconnaissant pas le droit de les condamner ni même de les juger, vous déniez celui de leur faire grâce.

Ils n'ont que faire de votre mansuétude et de votre humanité.

Ce qu'ils veulent, ce qu'ils vous réclament, ce qu'ils vous arracheront bientôt, c'est la mise en liberté pure et simple de ceux des leurs que vous détenez arbitrairement dans vos geôles.

Pas de grâce : l'amnistie !

De l'Anonymat obligatoire dans la presse

Question de fait, qui n'a jamais eu les honneurs d'un débat contradictoire !

Elle a ses détracteurs et ses partisans, animés pour la plupart, les uns comme les autres, des meilleures intentions.

Essayons donc de découvrir le mystère de ce mot : OBLIGATOIRE, qui résonne si mal aux oreilles d'un anarchiste.

On cherche en vain sur quel motif ont pu s'étayer ceux qui préconisent une mesure essentiellement autoritaire, qui est la négation même de toute doctrine anarchique.

Qu'un ou plusieurs individus ou groupes imposent l'anonymat à leurs collaborateurs, ces individus ou ces groupes agissent dans la plénitude de leur libre arbitre, et l'on aurait mauvaise grâce à les blâmer de ce chef.

Mais qu'en adoptant ce système, ils croient se conformer aux principes et travailler dans l'intérêt commun, c'est là une manière de voir que les gens conséquents avec eux-mêmes ne sauraient partager à aucun point de vue.

On conçoit que des Nihilistes ou des Fénians s'abstiennent de signer leurs manifestes. S'ils manquaient à cette règle de la prudence la plus élémentaire, ils s'exposeraient de gaieté de cœur au dernier supplice, sans que leur cause tirât le moindre profit de ce sacrifice inutile.

Mais il y a, au contraire, dans ce cas, consentement unanime de tous les participants à l'anonymat; et celui qui serait tenté de passer outre, serait, à juste titre, considéré comme un traître, et mériterait d'être traité en conséquence.

Il n'en est pas ainsi des articles publiés, en temps normal, dans un organe révolutionnaire.

On devine bien le motif qui a dû séduire, au premier abord, les anarchistes de bonne foi.

Ils auront pensé qu'en contraignant les rédacteurs du journal à taire leurs noms, ils mettraient un frein aux velléités autoritaires des gens à la recherche d'un piédestal.

Si le résultat devait répondre à leur attente, on n'aurait qu'à se féliciter d'une mesure qui ferait rentrer dans le rang les impatients de popularité.

Malheureusement l'expérience de tous les jours prouve qu'il n'en est rien.

Puis, il faut être réellement revêtu d'une triple cuirasse de naïveté pour s'imaginer que les ambitieux seront arrêtés dans leur essor par cette interdiction qui ne pèse que sur des feuilles tirant à quelques milliers d'exemplaires.

Non, les ambitieux ont plus d'une corde à leur arc; et ce n'est pas la toile d'araignée de l'anonymat qui leur opposera une grande résistance.

« Où la guêpe a passé, le moucheron demeure. »

En d'autres termes, l'anonymat obligatoire n'est une entrave que pour les prolétaires, les salariés que les nécessités de la vie placent sous la dépendance des riches.

Nous voilà revenus au régime du: *Silence aux pauvres!*

Le monopole de la publicité se trouve ainsi réservé, comme un privilège, aux gens aisés ou dont les moyens d'existence sont indépendants, puisqu'ils ont toute facilité pour reproduire leurs articles en brochures ou dans des conférences.

Non pas qu'il faille leur en faire un crime; loin de là; mais il n'en est pas moins certain que cela constitue une exception dont ne peut profiter la masse des citoyens moins bien favorisés qu'eux des dons de la fortune ou du hasard.

Qui peut affirmer, d'autre part, que cette exclusion n'a pas été imaginée par des personnalités jalouses d'écarter de leur chemin les nouveaux venus qui seraient susceptibles de leur porter ombrage?

Leur machiavélisme se réduirait alors à ce calcul: Tirer l'échelle après s'en être servi, pour que d'autres n'en profitent pas à leur tour.

Mais, encore une fois, qui a donné le mot d'ordre? De qui émane la consigne? Quel est le libertaire qui osera attacher son nom au veto de l'anonymat obligatoire?

Dans la pratique, l'anonymat a été violé dans maintes circonstances, tantôt pour répondre à des attaques ou repousser des calomnies, tantôt pour pratiquer des éreintements ou des apothéoses.

Au demeurant, l'anonymat est le secret de

polichinelle; c'est un voile très-transparent qui n'est une énigme pour personne.

Il est en outre appliqué d'une façon fort incomplète, puisque les journaux qui en usent n'en publient pas moins les noms des orateurs des réunions ou ceux des auteurs de brochures. De sorte qu'il faudrait bientôt avoir recours à un casuiste pour démêler un écheveau aussi embrouillé.

Serions-nous donc vraiment descendus à ce degré de petitesse?

Tant qu'à faire, on a tort de s'arrêter à moitié chemin. Pourquoi ne pas mettre aussi des masques sur les visages, employer des appareils pour dissimuler le timbre de la voix, et dénaturer enfin les pensées de telle sorte qu'on ne puisse en reconnaître les auteurs?

Encore le jour où l'on en arriverait là, on peut être certain que l'art des traductions prendrait des proportions inusitées.

Mais à quoi bon toutes ces minuties?

Personne n'est coupable de se montrer tel que la nature l'a fait. Le danger ne devient imminent, pour le public, que le jour où un homme cherche à profiter de ses actes ou de ses paroles pour asservir ses concitoyens.

Surveillez-le en attendant; prenez des précautions, mais n'étouffez pas.

« Quoi! Proscrire! Ah! ce mot doit être

« Inconnu dans notre cité.

« Chez nous l'ennui ne pourra naître:

« Le plaisir suit la liberté! »

Conclusion.

Point de contrainte, d'où qu'elle vienne et sous n'importe quel prétexte!

Ceux qui éprouvent le besoin de communiquer avec leurs frères par l'intermédiaire d'un organe anarchiste, doivent pouvoir le faire sans risquer d'être étouffés ou dénoncés.

Par conséquent il leur est loisible:

De signer ou de ne pas signer leurs articles, ou encore de les signer d'un pseudonyme.

Hors de là, il n'y a qu'oppression, duplicité et machiavélisme.

Les anarchistes n'ont pas besoin d'aller faire des emprunts à la Société auxiliaire de Loyola.

Nous aimons à croire que ces explications tout amicales auront l'assentiment des compagnons qui ne visent que l'intérêt supérieur de la révolution.

CASSIUS.



LES GUEUX

*Les gueux, les gueux
Sont des malheureux :
S'ils s'aimaient entre eux,
Tout irait mieux.*

*On n'en est plus aux rengaines,
Aux refrains de l'ancien temps,
Car le sang bout dans nos veines
Et nous sommes mécontents!*

*Les gueux sont nombreux en France,
Mais ils ne comptent pour rien,
Car ils ont maigre pitance
Et les autres vivent bien.*

*Las d'ensemencer la terre,
De fabriquer des outils,
Ils récoltent la misère
Et de bons coups de fusils.*

*Ils fabriquent pour leur maître
Des habits et des souliers;
Mais ils n'ont rien à se mettre,
Et leurs enfants vont nus pieds.*

*Pour tous ces gueux à plat ventre
L'amour même est hors saison,
Car lorsque la misère entre,
L'amour quitte la maison.*

*On leur prône la patrie,
La gloire et la charité,
Pour qu'ils supportent la vie,
Le jeûne et la pauvreté.*

*Pour bien finir leur carrière,
Lorsqu'ils sont vieux et fourbus,
Il leur reste la rivière
Ou la corde des pendus.*

*Mais un beau jour la famine
Les chassera de leurs trous,
Pour danser la capucine
Et faire comme les loups!*

*Les gueux, les gueux
Sont des malheureux :
S'ils s'aimaient entre eux,
Tout irait mieux.*

J.-B. CLÉMENT.

La grève des tailleurs

Les ouvriers grévistes savent désormais à quoi s'en tenir. Les cent onze maisons, fermées pour cause de grève, comme on peut le lire sur leurs volets, font trompeter par les organes à leur dévotion qu'elles sont prêtes à résister pendant trois mois, s'il le faut.

Trois mois de chômage, de famine, de mort lente! Trois mois à voir dépérir la ménagère! Trois mois à entendre les plaintes douloureuses des mioches demandant du pain!

Grévistes, réfléchissez et tâtez-vous.

La lutte est inégale. Fatalement vous succomberez, si vous n'avez recours qu'aux moyens pacifiques, si vous vous bornez à attendre béatement, les bras croisés, la soumission de vos affameurs.

Dans ce cas, mieux vaut mille fois regagner immédiatement vos bagnes. Vous épargnerez ainsi à vos familles des souffrances inutiles, et à vous le découragement et l'humiliation de la défaite.

Mais si vous avez réellement conscience de vos droits et de votre dignité, si la grève entreprise n'est pas le résultat d'un simple caprice d'enfants volontaires, vous pouvez, oui, vous pouvez faire capituler avant quinze jours ceux qui, vous croyant imbéciles et lâches, font dédaigneusement parade de leur force et se targuent de vous réduire en peu de temps.

Pour cela, quelques exemples suffisent.

Du cœur, compagnons!

L'Etat bourgeois et l'Etat ouvrier

L'Etat, aujourd'hui, est le représentant, l'organe de la dictature des classes dirigeantes, c'est l'Etat bourgeois!

Si par exemple, demain, il avait à sa tête,

au lieu de cléricaux et d'avocats, des hommes imbus des idées les plus libérales, les plus radicales, les plus révolutionnaires, — des ouvriers même, si vous voulez, — ce *Quatrième-Etat ouvrier* en serait-il moins l'Etat?

L'Etat en serait-il moins la dictature?

Et la dictature en serait-elle plus apte à fonder la justice, la liberté et à trancher la question sociale?

Non. Jamais la dictature, une dictature quelconque, ne représentera les travailleurs! Elle représente bien la bourgeoisie et la classe dirigeante, dit-on.

Sans doute.

Mais qu'est-ce que la bourgeoisie?

Qu'est-ce que la classe dirigeante?

Une *oligarchie* qui a des intérêts particuliers en contradiction avec l'intérêt général.

On comprend donc facilement qu'elle puisse s'incarner en un petit nombre d'individus, imposer une loi conforme à ses convoitises, sans respect du droit d'autrui, et se partager les bons postes de la société, sous l'égide d'un *gouvernement* qui représente exactement ses passions et ses *appétits*.

Toute *oligarchie* ne peut vivre que par la dictature. — Elle est la dictature elle-même.

Mais comment voulez-vous que la dictature représente les travailleurs — c'est-à-dire l'*universalité* des intérêts réglés par la justice?

En fait, la dictature ne peut jamais s'exercer que par un nombre extrêmement restreint d'individus, et ne peut subsister qu'à la condition d'une *effroyable centralisation* qui concentre dans leurs mains tous les ressorts de la société et tous les moyens d'action.

Supposons que ce soient des ouvriers qui exercent cette dictature au *soi-disant* profit des ouvriers, des socialistes révolutionnaires au *soi-disant* profit du socialisme, c'est-à-dire de tous.

Qu'y aura-t-il de changé pour cela? N'y aura-t-il pas *gouvernement*?

Pourquoi confier la solution du problème et le triomphe de vos intérêts à quelques-uns d'entre vous?

Croyez-vous que ces quelques ouvriers, seraient-ils même les plus intelligents, connaîtraient mieux la classe ouvrière que la classe ouvrière elle-même?

Qu'ils sauront mieux que l'ensemble de leurs camarades trancher les questions pendantes et trouver ce qui convient à tous et à chacun?

Croyez-vous enfin que, parce que l'Etat, le *gouvernement* sera occupé par des ouvriers, des socialistes révolutionnaires, il aura cessé d'être un mécanisme *au-dessus* et en *dehors* de vous, une force centralisée dans quelques mains au détriment de la liberté et de la sécurité de tous?

Quand vous leur avez confié tous les droits et tous les pouvoirs, à ces ouvriers, vos frères, qui ont aujourd'hui les mêmes intérêts que vous, parce qu'ils subissent comme vous l'écrasement commun — que vous reste-t-il, à vous, la masse, pour vous protéger contre les erreurs et les trahisons *toujours* possibles de vos délégués?

Qui vous prouve qu'ils continueront de voir et de sentir comme vous, n'étant plus dans le même milieu et n'ayant plus les mêmes besoins, quand, au lieu d'être le grain que la meule broie, ils seront devenus, à leur tour, la meule qui broie le grain?

Mais admettons, seulement pour un instant, que ces ouvriers, ces prolétaires, devenus le *gouvernement*, restent *purs, impeccables* et *dévoués*, que le pouvoir labyrinthe-roche ne leur tourne pas la tête, et qu'ils cherchent de bonne foi, à résoudre la question sociale sans aucune arrière-pensée.

Supposons même que vous ne vous soyez pas trompés dans vos choix, que vous ayez bien désigné les plus capables et les plus intelligents, en même temps que les plus *honnêtes*, comme l'on dit dans la société actuelle.

Nous voulons tous la justice, l'égalité sociale. Là-dessus, point de discussion.

Mais! il y a un mais; pour les uns, cette justice s'appelle le communisme; pour d'autres, le phalanstère; pour d'autres, le collectivisme;

pour d'autres, le mutualisme; pour d'autres, la coopération, etc., etc.

Quelle solution adoptera le Quatrième-Etat?

La communiste?

La proudhonienne?

La fouriériste?

La saint-simonienne?

La collectiviste?

Celle de Karl Marx?

Celle de Bakounine?

Ou celle des congrès ouvriers?

Il est bien évident, en effet, que l'Etat, que la dictature, ne peut les adopter toutes à la fois, organiser à la fois le travail sur la base communiste et collectiviste, suivre Proudhon et accepter Cabet, légiférer au nom de Fourier et décréter au nom de Saint-Simon, fonder l'égalité absolue sur l'équivalence des fonctions, et établir, d'autre part, le gouvernement des capacités.

Puisqu'il est l'Etat, il est l'unité et la centralisation.

Il faut donc qu'il choisisse une solution à l'exclusion des autres.

Laquelle?

Et qu'il la *codifie* et l'*impose*.

En vertu de quelle *infaillibilité*?

Car s'il ne choisissait pas et n'*imposait* pas, que serait cet Etat-soliveau et à quoi servirait-il?

Remarquons bien, de plus, que la science sociale est une science non pas finie, mais qui commence, et ne sera jamais terminée, quoi qu'en disent les pachas de l'Etat,

Chaque jour, en effet, une nouvelle découverte industrielle, un nouveau progrès de l'esprit humain, une nouvelle conquête du savoir sur l'ignorance agrandit l'horizon, modifie les lois d'application.

Il faut donc trouver un mécanisme qui permette au progrès social de se produire graduellement, à chaque minute et sur tous les points à la fois, sans obstacle, qui permette, en un mot, à la société de se développer comme se développe le corps humain, comme pousse la plante, par une assimilation incessante et complète de tous les éléments de vie, de force et d'amélioration.

Ce mécanisme ne peut être l'Etat, même le quatrième Etat ouvrier, réglant autoritairement, en tant qu'Etat, l'organisation du travail, des services publics, et la constitution économique de la société.

Ce mécanisme ne peut être non plus la dictature communiste-centraliste-autoritaire, réglant comme Etat le travail, la consommation, l'intelligence et la pensée, etc.

Ce mécanisme ne peut être que le communisme-anarchiste, laissant les travailleurs, les groupes naturels, rentrés dans leur liberté d'action, trancher toutes les questions qui les touchent et se solidariser au mieux des intérêts généraux et particuliers.

L'Etat bourgeois est votre ennemi.

Le *Quatrième-Etat* le serait également, car il serait toujours l'Etat — c'est-à-dire la dictature, le gouvernement et l'autorité — c'est-à-dire le contraire de la justice et de la liberté qui sont le droit.

DENTATUS.

L'abondance des matières nous oblige de renvoyer au prochain numéro la suite de notre intéressante correspondance : *La propagande par le fait en Allemagne*.

LA PRESSE RÉVOLUTIONNAIRE

La *Revue anarchiste internationale* de Bordeaux fait savoir à ses lecteurs et abonnés qu'elle a dû suspendre sa publication pendant quelque temps.

Pour plusieurs motifs, le sixième numéro ne paraîtra que le 1^{er} juillet prochain.

A cette époque, le service de tous ceux qui ont payé leur abonnement sera continué.

Les compagnons qui n'ont pas encore payé leur abonnement et qui voudraient recevoir la suite de la *Revue* sont priés de bien vouloir régler d'ici le 1^{er} juillet, faute de quoi le service leur serait supprimé.

Les abonnements et communications sont toujours reçus au bureau de la rédaction, chez le compagnon Dépombs, 35, rue Tastet.



A l'occasion de l'anniversaire de la *Semaine Sanglante*, notre numéro du 24 mai sera imprimé sur beau papier rouge et magnifiquement illustré.

Le prix de ce numéro exceptionnel sera de 10 centimes pour tous les pays.

Nous prions nos dépositaires de nous faire savoir au plus tôt combien ils désirent en recevoir d'exemplaires.

PLUS DE FRONTIÈRES

IV

Avant d'aborder et de résoudre cette question qui formera la conclusion naturelle de cette courte étude, nous allons attaquer de front l'argument le plus sérieux de nos adversaires. Nous disons le plus sérieux, parce que c'est celui dont se servent un certain nombre de nos frères de combat, parce qu'il est le dernier rempart derrière lequel se retranche et cherche à se dissimuler l'esprit patriotique, et parce que, comme tel, il est le suprême espoir de la réaction et sera son unique ressource le jour où elle se verra débordée par la masse des suppliciés montant à l'assaut de ses droits.

Nous voulons parler de ce soi-disant patriotisme révolutionnaire, moins mesquin, certes, moins exclusif et moins intéressé que le patriotisme bourgeois, mais d'autant plus dangereux que les socialistes les plus austères peuvent plus facilement s'y laisser prendre.

Les patriotes révolutionnaires reconnaissent le bien-fondé de nos critiques sur l'absurde préjugé qui déchire si malheureusement le monde des travailleurs. Avec nous, ils proclament que l'amour de l'humanité est, non une passion comme une autre — ainsi que le disait Robespierre, — mais la plus noble de toutes les passions. Comme Bossuet, déjà cité, ils déclarent que, seuls, l'ambition et l'orgueil des gouvernants empêchent les peuples de jouir des avantages de la paix.

Mais ils prétendent — ce qui est à la fois leur tort et leur apparence de raison — qu'en présence des monarchies européennes, il est du devoir de tous les citoyens français qui ont à cœur le triomphe de l'idée sociale, de se tenir serrés autour du « drapeau de la Patrie », afin de combattre et de mourir, le jour venu, pour conserver intact « le sol sacré de la France révolutionnaire. »

Cette façon de considérer le salut de la France comme le salut même de la Révolution ne manque pas d'un certain attrait aux yeux de ceux de nos coreligionnaires qui, assez émancipés pour se débarrasser en théorie de toutes les erreurs inhérentes à la société actuelle, n'ont pourtant pas l'énergie de les répudier dans la pratique.

Il est à remarquer, d'ailleurs, que les socialistes français qui raisonnent ainsi ne perdent — ô inconséquence! — aucune occasion de faire ressortir, dans leurs diatribes contre l'état de choses existant, que, dans la France républicaine, la somme de progrès réalisée n'est pas supérieure à celle dont jouissent la plupart des royaumes et des empires voisins.

Nous n'avons donc, de leur propre aveu, au-

cun patrimoine révolutionnaire à défendre contre le despotisme étranger, et ce despotisme, toujours d'après eux, n'est pas plus tyrannique que celui que nous subissons nous-mêmes.

Mais si nous n'avons pas à protéger nos conquêtes sociales d'aujourd'hui, pouvons-nous dire du moins que nous avons à sauvegarder celles de demain?

Comme si la sourde voix des revendications populaires ne grondait pas aussi bien au-delà qu'en-deçà des frontières! Comme si, sur tous les points de notre vieux continent, ne se faisait pas entendre, avec un égal fracas, le bruit menaçant des chaînes secouées et des colères longtemps contenues! Comme si toutes les victimes ne se réveillaient pas, en ce moment, de leur longue torpeur!

Qui donc pourrait affirmer, sans crainte de se tromper, que le signal de la rédemption humaine partira plutôt de la France que de l'Allemagne ou de la Russie, par exemple?

Comme on le voit, le sentiment patriotique de nos compagnons de lutte n'a pas de bases bien solides. Quelques lignes nous ont suffi pour le réduire à néant.

Au reste, pour que ce sentiment eût quelque apparence de légitimité, il faudrait qu'il fût partagé par les socialistes d'outre-frontières. Une idée qui n'est admise que par ceux qui ont intérêt à la propager est tout au moins suspecte.

Mais nos peu conséquents contradicteurs seraient les premiers à qualifier de « traitres à leur Patrie » et de barbouiller de leur mépris les citoyens étrangers qui, pénétrés de cette prétendue vérité que la cause française se confond avec la cause prolétarienne, viendraient renforcer les rangs de l'armée républicaine et combattraient leur pays d'origine, en cas d'un conflit de ce pays avec le nôtre.

(A suivre.) LUCIEN PEMJEAN.

NOTRE SOUSCRIPTION

Henri fr. 2,
Report : 34, 50
En caisse : 36, 50

COMMUNICATIONS

BELGIQUE

— **La Liberté** (GROUPE D'ÉTUDES SOCIALES). Réunion publique et contradictoire, mercredi 13 mai, à 8 heures du soir, à l'estaminet Pira (angle de la rue du Miroir et de la rue des Vislandines).

Ordre du jour : LE MEETING DU 24 MAI.

— **La Fourmi** (CERCLE D'ÉTUDES SOCIALES). Réunion tous les samedis, à 9 heures du soir, chez Justin, cabaretier, rue Godefroy de Bouillon, à Saint-Josse-ten-Noode.

Ordre du jour de la séance du 9 mai : LES RELIGIONS ET LEURS CONSÉQUENCES.

— **Union Anarchiste**. Réunion privée le lundi 11 mai, à 8 heures du soir, à la RENOMMÉE, Grand'Place.

— **De Vlaamsche Opstandelingen** (GROEP ANARCHISTE). Vergadering alle zondagen, om 3 ure, in de RENOMMÉE, Grootte Markt.
Dagorde : DE BEWERKTUIGING.

— **LES SERPENTS** (Groupe d'études sociales communiste-révolutionnaire). Réunion tous les mardis, à 9 heures du soir, 76, rue Haute, au *Lion de Flandre*.

Ordre du jour de mardi prochain :
L'Idée sociale.

Les soussignés font un énergique appel à tous les animaux sauvages qui rampent sur la terre, nagent dans les eaux, plongent dans les mines ou volent sur les toits, à quelque race qu'ils appartiennent et de quelque continent qu'ils viennent, pour les seconder dans la formation de nouveaux groupes révolutionnaires.

Les animaux civilisés qui pénétreraient dans ces groupes, s'exposeraient à être dévorés.

Le groupe initiateur :

Requin, Vipère, Vautour, La Panthère, Diabolo, Boa, Alligator.

FRANCE

Dimanche 10 mai 1885, à 2 heures très précises, GRANDE RÉUNION PUBLIQUE, salle du Casino, rue Daguesseau, 48, à Boulogne-sur-Seine.

Conférence contradictoire sur l'abstention électorale, comme seul moyen pacifique d'en finir avec le parlementarisme qui n'est au fond que l'abdication périodique de la souveraineté du Peuple.

Orateurs inscrits pour l'abstention : *E. Digeon, Montant, Perard*.

Les députés, les candidats et les publicistes souteneurs du parlementarisme sont invités à assister à cette réunion, particulièrement les citoyens *Brousse, Guesde, Roque de Filliol, Vaillant et Villeneuve*. Prix d'entrée : 20 c.

Nota — Chaque orateur ne pourra garder la parole pendant plus de 25 minutes sans l'autorisation spéciale de l'assistance.

ANNIVERSAIRE

DE LA

SEMAINE SANGLANTE

Au nom des 35,000 fusillés de la commune de Paris, au nom de nos frères morts au champ d'honneur de la Révolution,

Les Groupes anarchistes de Bruxelles font un chaleureux appel à la population ouvrière pour se remémorer et célébrer dignement la date sanglante du 22 mai 1871.

A cet effet, un

GRAND MEETING

PUBLIC & CONTRADICTOIRE

aura lieu au NAVALORAMA, à 4 heures de relevée, dimanche 24 mai courant.

PRIX D'ENTRÉE : 10 centimes.

Pour les Groupes anarchistes de Bruxelles et de la banlieue,

Le groupe organisateur :
LA LIBERTÉ

BIBLIOGRAPHIE

LA REVANCHE DU PROLÉTARIAT, par *Achille le Roy*. En vente à la librairie socialiste internationale, 145 bis, rue Saint-Jacques, Paris. Prix : 30 c. franco : 40 c.

Notre ami *Achille le Roy* vient de publier une nouvelle et très intéressante brochure, traitant du communisme selon les préceptes de la Révolution.

Avec la note qui lui est propre, déchirant l'air et annonçant la lutte, il se livre à des attaques très justifiées contre la société actuelle, surtout contre les plumitifs qui font marché de la littérature, préférant polir leur phrases qu'amasser des matériaux et approfondir des idées.

Récréer ses lecteurs sans les instruire, s'écrie-t-il, c'est le rôle d'un figuriste, non d'un novateur : différemment doit se comprendre la mission de l'homme de lettres.

Le parfait littérateur est celui qui est aussi utile qu'agréable.

Tout citoyen que les circonstances ou quelques dons naturels ont initié aux lettres a le devoir de s'en faire une arme au service de la Révolution.

A plus forte raison s'il appartient à la classe des travailleurs, et si, jeté dès son jeune âge dans un bagne industriel, il a souffert les ignominies patronales.

Plus loin, passant en revue les misères et les privations qu'ont à subir les pères de famille pour donner un morceau de pain à leurs enfants, les humiliations que leur impose le banditisme patronal, il cherche l'origine du mal pour mieux appliquer le remède.

Dans la société de l'avenir, dit-il, celle dont les communistes jettent les bases, il n'y aura ni maîtres ni esclaves, mais des égaux devant la production.

Le communisme, avec tendance vers l'anarchie, est le dernier mot de la science sociale; les écoles à moyens pacifiques ne sont que des systèmes trompeurs dont l'impuissance a pour résultat le maintien de la Richesse par l'exploitation de la Misère.

Après avoir démontré victorieusement que les idées hardies, les grands sentiments, les viriles pensées ne germent jamais autour des bourses ni au sein des parlements, mais ne peuvent être le fruit que du désintéressement et de l'amour de l'humanité, il exhorte les travailleurs à ne rien dédaigner de tout ce qui est susceptible de semer la vérité : la poésie, la science, l'histoire, en un mot tout ce qui est de nature à faire évoluer les cerveaux dans le sens révolutionnaire.

Passant ensuite à l'examen des moyens pour résoudre la brûlante question sociale, il conclut à la nécessité d'employer les plus énergiques.

Toutes les armes sont bonnes, dit-il à la fin de son préambule, pour combattre les ennemis du Proletariat, depuis le chant de révolte jusqu'à la cartouche révolutionnaire.

Et si la poudre ne suffit pas, la dynamite!

Voilà un exorde qui n'est certainement pas fait pour plaire à la sinistre bourgeoisie ni pour satisfaire les exigences des prôneurs de Quatrième-Etat, mais qui sera justifié d'ici peu par les événements qui se préparent.

En effet, la dynamite commence à apparaître aux yeux des peuples opprimés comme la seule arme de délivrance, et, comme le dit notre ami L. Pemjean, « les parias, la de souffrir, tournent de plus en plus vers elle leurs regards désolés. »

Rien à ajouter, elle prendra la parole avant peu.

Nous ne terminerons pas cette courte bibliographie sans engager nos amis à se procurer cette excellente brochure que son modeste prix met à la portée de tous. Nous leur assurons qu'ils y trouveront, en même temps qu'une lecture attrayante, de bonnes et énergiques idées basées sur les principes purs de la Révolution.

ETIENNE BELLÔT, de Marseille.

LIBRAIRIE F. MONIER

4, rue Rollebeek.

En vente : Le *Tire-Pied*, 10 c.; l'*Insurgé*, 5 c.; le *Révolté*, 10 c.; la *Revue anarchiste*, 25 c.; la *Question sociale*, 25 c.; die *Freiheit*, 25 c.; la *Question sociale*, par B. Malon, 1 fr. au lieu de 3 fr. 50; le *Catéchisme socialiste*, par J. Guesde, 50 c. au lieu de 1 fr., ainsi que tous les ouvrages concernant le mouvement socialiste.

Editeur : EGIDE GOVAERTS

Imp. G. Gosse, rue Saint-Ghislain, n. 8.